

Unité inter-départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 15 décembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **3RD'ANJOU-ISDND-Val d'Erdre Auxence**

2 place de la Mairie  
49370 VAL D'ERDRE-AUXENCE

Références : EC-2022-581-AUTO-3RD'ANJOU-Val d'Erdre Auxence-RAP  
Code AIOT : 0006302518

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2022 dans l'établissement 3RD'ANJOU-ISDND-Val d'Erdre Auxence implanté La Courterie Le Louroux Béconnais 49370 VAL D'ERDRE-AUXENCE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le programme de contrôle annuel de la DREAL. Cette installation de stockage de déchets non dangereux est visitée au moins annuellement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- 3RD'ANJOU-ISDND-Val d'Erdre Auxence
- La Courterie Le Louroux Béconnais 49370 VAL D'ERDRE-AUXENCE
- Code AIOT : 0006302518
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le SYCTOM du Loire Béconnais exploite, sur le territoire de la commune du Louroux Béconnais une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND). Cette ISDND est réglementée par un arrêté DIDD-2013 n°55 du 18 mars 2013, qui l'autorise à réceptionner 9000 tonnes de déchets par an. L'échéance de l'autorisation est le 31/12/2027.

L'ISDND reçoit des déchets municipaux et des déchets non dangereux, des refus de tri du centre de

tri de Paprec à Seiches-sur-Loire, des déchets d'activités économiques (DAE) des professionnels, des tout venants des 11 déchetteries du territoire du syndicat.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- casier en cours d'exploitation
- bassin de stockage des lixiviats bruts
- action nationale : condition d'élimination des déchets en ISDND

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Interdiction d'élimination dans les ISDND	Code de l'environnement du 16/09/2021, article R.541-48-3	/	Sans objet
2	Elimination soumise à justification du respect des obligations de tri	Code de l'environnement du 16/09/2021, article R.541-48-4	/	Sans objet
3	Dispositif de contrôle vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- transmettre avant le 28/02/2023 la procédure de contrôle des déchets entrants dans l'ISDND comportant notamment les rapports de caractérisation des déchets apportés dans l'installation;
- transmettre sous 1 mois les attestations sur l'honneur justifiant du tri des déchets de la part des différents producteurs apportant des déchets sur l'ISDND, ainsi que celles concernant les déchets issus de structures gérées par le syndicat ;
- mettre en place sous 1 mois le système de vidéosurveillance.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Interdiction d'élimination dans les ISDND**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/09/2021, article R.541-48-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractérisation des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après :  1° A compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30

<p>% de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ;</p> <p>2° A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets ;</p> <p>III.-L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, pour les ordures ménagères résiduelles mentionnées à l'article R. 2224-23 du code général des collectivités territoriales qui ne sont ni des encombrants ni des déchets collectés en déchetterie :</p> <p>1° A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés comportant plus de 65 %, en masse, de biodéchets ainsi que de déchets relevant du principe de responsabilité élargie du producteur en application de l'article L. 541-10-1 ;</p> <p>[...]</p> <p>IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.</p> <p>Cette procédure comporte notamment :</p> <p>1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;</p> <p>2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare n'avoir procédé à aucune caractérisation des déchets reçus dans son installation provenant des déchetteries qu'il exploite ou de la collecte réalisée par le service public de gestion des déchets. Il n'a de plus reçu aucune caractérisation des déchets éliminés dans son ISDND (DAE et refus du centre de tri de Seiches-sur-Loire) de la part des producteurs de ces déchets ou à défaut de leurs détenteurs.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place <u>pour le 28/02/2023</u> une procédure de contrôle des déchets entrants comportant notamment :</p> <p>1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur ;</p> <p>2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>
---

**N° 2 :** Elimination soumise à justification du respect des obligations de tri

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/09/2021, article R.541-48-4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Attestation sur l'honneur
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public</p>

local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2.

A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant :

1° La liste de leurs obligations de tri ;

2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.

L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.

II.-La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte.

Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.

Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie. Les documents portent sur :

1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,

2° Les papiers graphiques ;

3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;

4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;

5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;

6° A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles.

7° A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.

**Constats :**

L'exploitant déclare n'avoir reçu aucune attestation sur l'honneur de la part des producteurs de déchets.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'obtenir sous 1 mois les attestations sur l'honneur justifiant du respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par la collectivité compétente en matière de collecte. L'exploitant doit également obtenir les attestations sur l'honneur des producteurs qui ne sont pas pris en charge par le service public de gestion des déchets, justifiant du respect de leurs obligations de tri.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Dispositif de contrôle vidéo

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle vidéo
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Le présent article régit les conditions de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes dans les installations de stockage et d'incinération.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er juillet 2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-aux installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;</li><li>-aux installations d'incinération de déchets relevant de la rubrique 2771 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</li></ul> <p>II.-L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente, du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre Ier, du chapitre Ier du titre IV et du titre Ier du livre V de la partie législative du code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49,105 et 119 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation.</p> <p>III.-Le comité social et économique de l'installation, à défaut, les institutions représentatives du personnel, sont consultés avant l'installation du dispositif de contrôle par vidéo. L'avis de l'organisme consulté est rendu, à la majorité des membres présents, après communication par l'exploitant d'une présentation du dispositif de contrôle par vidéo précisant ses caractéristiques, y compris la présence ou non d'une visualisation en temps réel, et les modalités de protection des données personnelles ainsi que les fonctions des personnes habilitées mentionnées au V.</p> <p>En l'absence de comité social et économique et d'institutions représentatives du personnel, les personnels sont consultés dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.</p> <p>La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation. L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets.</p> <p>IV.-Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année. Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année, Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs. Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo. Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra.</p> <p>Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification.</p>

Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'une caméra au niveau du casier en cours d'exploitation permettant de filmer le déchargement des déchets. L'exploitant déclare que cette caméra est hors service.

L'exploitant a présenté un bon de commande n°2022-000253 du 15/11/2022 pour l'achat d'un système de vidéosurveillance composé de 2 caméras et d'un disque dur permettant l'enregistrement des données sur 1 an.

Une caméra sera positionnée au niveau du casier en cours d'exploitation et la deuxième au niveau du pont bascule d'entrée pour la visualisation des plaques d'immatriculation.

L'exploitant déclare que la mise en place du système de vidéosurveillance est planifiée pour le 16 janvier 2023.

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les éléments justifiant la mise en place effective du système de vidéosurveillance dès son installation.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet